



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Montreuil, le 19 janvier 2011

Lettre ouverte aux salariés de la santé et de l'action sociale

2011 fois plus fort pour l'emploi, nos salaires, nos qualifications, nos conditions de travail

En ce début d'année, il est de coutume de présenter ses vœux.

Il est inhabituel que la CGT ne participe pas aux cérémonies de vœux du Chef de l'Etat. La Fédération CGT santé et action sociale a décliné ceux de nos Ministres de tutelle et de nos employeurs.

Il ne s'agit pas d'un caprice mais bien de affirmer que la question du dialogue social ne se résume pas à des cérémonials et à des pseudo concertations. Au contraire, la CGT exige que Gouvernement et patronat répondent en 2011 aux vœux des salariés par l'ouverture de réelles négociations sur les salaires, l'emploi, les retraites, la prise en compte de la pénibilité, les conditions de travail...

Dans l'unité, nous avons été des centaines de milliers jeunes, salariés, retraités, dans les établissements et dans la rue à exprimer le rejet de la réforme des retraites et à revendiquer une réforme plus juste et plus solidaire.

A l'occasion de la nouvelle année, exprimons collectivement nos vœux, pour placer 2011 sous le signe de la conquête du progrès social.

L'augmentation de nos salaires et de nos pensions : une urgence.

Elle est vitale pour nombre d'entre nous qui n'arrivent plus à faire face aux dépenses de la vie courante. Elle est aussi le garant d'une juste reconnaissance de nos qualifications.

Dans le secteur privé lucratif, de nombreuses luttes ont permis d'arracher des augmentations salariales, mais pour un grand nombre de salariés c'est toujours 0 % d'augmentation alors que les actionnaires continuent d'augmenter leurs profits. Dans le secteur associatif sanitaire et social les employeurs n'ont qu'un objectif réduire les droits plutôt que d'augmenter les salaires. Quant à la fonction publique hospitalière l'augmentation de 0.5 % en juillet 2010 est dérisoire.

Nous voulons en 2011 de réelles augmentations des salaires et des pensions pour compenser les pertes du pouvoir d'achat. Cela permettrait également d'accroître les cotisations pour financer les systèmes solidaires (sécurité sociale, perte d'autonomie, retraite etc.)

Pour pouvoir vivre décemment, la CGT revendique, le SMIC à 1600 euros net pour les salariés sans qualification comme base pour la construction d'une grille salariale qui reconnaisse toutes les qualifications à leur juste valeur.

Nous voulons pour 2011 une autre politique salariale qu'en 2010, saisissons nous des négociations annuelles obligatoires et obtenons partout l'ouverture de négociations.



L'emploi qualifié : une priorité.

Nos secteurs de la santé, du social et du médico-social manquent cruellement d'emplois qualifiés pour faire face aux besoins de la population. Une pénurie de personnel qualifié a été organisée dans le cadre de réductions budgétaires drastiques et les emplois, comme les contrats précaires se multiplient quelque soient les secteurs. Ces 10 dernières années, en lien avec l'augmentation des besoins de prises en charge, l'activité de nos établissements a évolué de 30 %, alors que la progression des emplois a été de 10 % (réduction du temps de travail inclus).

Exigeons avec la CGT un plan d'urgence « emploi/formation » pour remplir nos missions, et résorber le chômage. L'État doit montrer l'exemple en supprimant dans la Fonction Publique les emplois précaires et le temps partiel contraint, avec la titularisation de tous les contractuels.

L'amélioration de notre vie au travail : un impératif.

Le manque de personnel est une cause majeure des dysfonctionnements dans les services, avec l'augmentation de la charge de travail, et l'introduction de nouvelles techniques de management, basées sur la seule rentabilité. Nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. Beaucoup trop de salarié-es partent en invalidité avant l'âge de la retraite. Nous devons résister massivement aux attaques récentes du gouvernement sur les 35 heures.

Exigeons avec la CGT un plan d'amélioration des conditions de travail avec des moyens spécifiques et adaptés. Agissons pour le « bien travailler » et l'amélioration de nos conditions de travail. C'est un impératif pour la santé des salariés et la qualité du service rendu aux usagers. Réapproprions-nous le contenu et l'organisation de notre travail.

Mobilisons nous pour que la reconnaissance de la pénibilité soit reconnue, avec la possibilité d'un départ anticipé à la retraite pour tous les salarié-es de la Santé et de l'Action sociale du Public ou du Privé, qui travaillent dans des conditions difficiles (travail de nuit, port de charges lourdes, produits toxiques...).

Dans la Fonction Publique Hospitalière, refusons l'odieux chantage du passage en catégorie A contre la suppression retraite à 55 ans pour les infirmières. Exigeons la reconnaissance des qualifications sans condition.

Continuons à refuser les ordres professionnels.

Un autre financement de la protection sociale : une exigence.

La loi «Hôpital, Patients, Santé, Territoires», fondée sur une logique essentiellement comptable, a accéléré le démantèlement de la Santé et de l'Action sociale : la privatisation s'accélère ainsi que la diminution de la prise en charge. Les dépenses solidaires sont transférées vers les usagers et les collectivités territoriales. Le déremboursement des prises en charges comme des médicaments se poursuit. Pour ceux qui peuvent encore assumer financièrement une mutuelle, leurs tarifs ne cessent d'augmenter.

La plupart des établissements publics et privés non-lucratifs ont des budgets déficitaires. Certaines directions ont décidé de réduire leur activité et l'emploi avec des plans sociaux. Partout les acquis sociaux sont remis en cause comme les 35 heures, le statut de la Fonction Publique, les garanties collectives,

Le plan de financement de la sécurité Sociale pour 2011, voté par la majorité parlementaire implique de nouvelles restrictions budgétaires. Sous la pression du patronat, le gouvernement remet en cause les principes fondateurs du système de santé et de sécurité sociale basé sur la solidarité.

Exigeons avec la CGT un débat citoyen sur l'avenir de notre système de santé, social et médicosocial, du Service public, ainsi que sur les moyens nécessaires pour remplir ses missions. Une réforme est nécessaire pour assurer le financement des besoins de Santé et sociaux. **(La sécurité sociale ne souffre pas d'un excès de dépenses, mais d'un manque de recettes nouvelles et d'un mauvais partage des richesses en France).**

La bataille continue face à la brutale Réforme des retraites injuste et inefficace : on ne lâchera pas !

Avec la CGT et toutes les autres organisations syndicales, continuons la lutte en matière de retraite, comme en matière de salaires et de temps de travail, de reconnaissance de la pénibilité, d'emploi, de conditions de travail et de Services publics. La bataille des retraites continue avec les négociations sur les retraites complémentaires obligatoires du secteur privé (ARCCO/AGIRC). Dans notre secteur

particulièrement féminisé, la question de l'égalité homme/ femme doit rester au cœur de nos revendications.


En ce début d'année 2011, nos exigences et nos revendications sont légitimes, en France comme en Europe et dans de nombreux pays dans le monde les populations s'élèvent pour mettre le travail et le social au centre des réponses économiques et politiques pour faire face à la crise.

Ensemble, syndiqués en plus grand nombre, faisons-nous entendre encore plus fort en 2011 !


J'exprime mes vœux pour 2011

(A remettre à ton syndicat)


Avec la CGT,

 je dis ce que je veux pour changer le travail et sa reconnaissance, en matière de salaire, de reconnaissance de mes qualifications, de formation, d'amélioration de mes conditions de travail, d'organisation du travail, de droit à la retraite,


.....
.....
.....
.....

 je dis ce que je veux pour l'emploi qualifié

.....
.....
.....

 je dis ce que je veux pour un système de protection sociale solidaire et l'avenir de notre système de santé, social et médico-social

.....
.....
.....

 je dis aussi tout ce que je ne veux pas:

.....
.....
.....

Profession :

Service :

Bulletin d'adhésion

NOM :Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession : :

Entreprise (nom et adresse) :

.....

prendre contact
me syndiquer

A retourner :

Fédération CGT Santé Action Sociale 263 rue de Paris - Case 538 - 93515 MONTREUIL CEDEX

